

03.3307 - Interpellation.

Débâcle Swissair. Créanciers avantagés avec les deniers du contribuable grâce à un chantage?

[Deutscher Text](#)

Déposé par [Marty Dick](#)

Date de dépôt 18-06-2003

Déposé au Conseil des Etats

Etat actuel Pas encore traité au plénum

Texte déposé

Certains créanciers de Swissair auraient menacé de ne plus assurer leurs prestations nécessaires à assurer le fonctionnement de la compagnie aérienne au cours du semestre d'hiver 2001/2002. Ils ont été ainsi intégralement remboursés avec des fonds publics, notamment avec le crédit débloqué le lendemain du grounding par le Conseil fédéral, avec l'assentiment de la Délégation des finances et, successivement, la ratification par le Parlement.

Je demande au Conseil fédéral:

1. de fournir la liste des entreprises qui ont menacé de ne plus collaborer et ont été ainsi remboursées.
2. de fournir la liste complète des entreprises qui ont été remboursées et pour quels montants.
3. s'il n'estime pas que ces créanciers ont ainsi été inéquitablement avantagés par rapport à d'autres.
4. s'il estime que le fait d'avoir payé ces créances est conforme au sens élémentaire de la justice, de l'égalité de traitement, ainsi qu'aux règles qui régissent l'exécution forcée et la faillite.
5. Par qui ont été prises les décisions de rembourser seulement certains créanciers et pas d'autres?
6. Dans le message du 7 novembre 2001 il ne semble pas qu'il ait été fait état de la prétention de différentes entreprises (bureaux de voyage, fournisseurs de carburant et autres) d'être intégralement remboursés avant de poursuivre leurs prestations pour assurer les vols de Swissair/Crossair, bien que cette exigence ait déjà été connue à cette date: Pourquoi?

7. Quelles recherches ont été entreprises pour s'assurer les services d'autres fournisseurs afin de ne pas céder à ce qui paraît bien être une forme de chantage?